

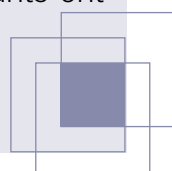
Extension de la protection sociale



Vendeuse de pâtisseries et son bébé dans les rues de Bogota, Colombie.

8.4 LA GARDE DES ENFANTS : UN SOUTIEN ESSENTIEL A L'AMELIORATION DES REVENUS

■ Les soins aux personnes à charge sont souvent considérés de la responsabilité première des femmes et des filles, ce qui a des répercussions majeures sur leur capacité à percevoir un revenu. Dans l'économie informelle, caractérisée par un manque d'accès à la protection sociale, des prestations déficientes et une mauvaise infrastructure, le risque de pauvreté pour les femmes et les jeunes filles est immense. Améliorer la disponibilité des installations de soins peut accroître le nombre d'heures que les femmes et les jeunes filles peuvent passer à des activités productives, à s'engager dans le dialogue social, à accéder à la formation et à d'autres mesures leur permettant d'améliorer leurs possibilités de percevoir un revenu. Les programmes d'assistance peuvent par conséquent contribuer à réduire l'informalité en autonomisant économiquement les femmes et en leur permettant d'accéder à l'économie formelle. Alors que l'assistance aux personnes à charge a longtemps été considérée comme une responsabilité privée et non-prioritaire pour les autorités publiques, des plans innovants ont été élaborés dans le monde, même dans les pays à faible revenu. Des partenariats, comprenant des subventions publiques, sont essentiels pour la viabilité à long terme et la pérennité de ces programmes.



- Charge de travail non rémunérée et son impact sur l'informalité
- Dimension hommes-femmes des responsabilités d'assistance
- Stratégies de soins informelles
- Prendre les enfants au travail

■ Charge d'assistance non rémunérée et son impact sur l'informalité.

Les conflits entre les responsabilités professionnelles et familiales sont l'un des obstacles sérieux à un travail décent et productif pour une grande partie des femmes et des hommes, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés. Les soins aux personnes à charge, en particulier aux enfants, sont la préoccupation la plus urgente pour des millions de foyers démunis, mais ils sont également importants pour atteindre les objectifs d'égalité entre hommes et femmes ainsi que d'un point de vue économique et social.

Les raisons à l'origine de cette vulnérabilité sont complexes et présentent de multiples facettes. Les travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient généralement pas des prestations de sécurité sociale et des autres prestations sociales pouvant former un filet de sécurité et aider les familles pauvres à faire face aux frais additionnels des soins aux personnes à charge. En outre, les personnes pauvres vivent souvent dans des situations où les soins aux autres prennent beaucoup de temps car l'accès aux infrastructures et aux services de base (eau, transports publics, services sanitaires et scolaires) est limité et les équipements ménagers (ustensiles de cuisine et de nettoyage) sont rarement existants. Le temps manque pour le travail rémunéré, en particulier pour les femmes qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'accepter des travaux informels à la maison, irréguliers, mal rémunérés et au statut précaire avec de graves déficits en termes de travail décent.

Compte tenu de l'ampleur de l'économie informelle dans les pays en développement et de la proportion importante de travail informel, des services de garde plus nombreux, plus abordables financièrement et de qualité - notamment pour les enfants mais aussi pour d'autres personnes à charge, comme les personnes âgées, malades ou handicapées - apporteraient des bénéfices considérables en termes d'égalité entre hommes et femmes d'une part et de réduction de la pauvreté et de croissance favorable aux pauvres d'autre part. L'importance des services sociaux pour les travailleurs ayant des charges de famille est clairement reconnue dans *la Convention (n° 156), 1981, et la Recommandation (n° 165) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales*, qui exhortent tous les États membres à prendre des mesures pour «développer ou promouvoir des services communautaires, publics ou privés, tels que des services et installations de soins aux enfants et d'aide à la famille» (article 5). L'absence générale de soutien apporté à l'équilibre familial dans l'économie informelle pèse lourdement sur le taux de participation des femmes à l'emploi et peut contribuer à rompre le cycle de transmission de la pauvreté à la prochaine génération de femmes et d'hommes.

Les avantages économiques et sociaux des investissements dans des politiques favorables à la famille et de l'amélioration de l'accès des travailleurs informels à des services de garde ne sont pas négligeables. L'encadré ci-après en fournit quelques exemples.

Quels sont les avantages de la garde d'enfants?

Les recherches effectuées par le BIT sur la garde des enfants pour les parents qui travaillent a révélé que les retombées extérieures liées à ces mesures sont nombreuses pour la société, les salariés, les travailleurs et leur famille. La garde des enfants, en particulier:

- promeut l'égalité entre les sexes, en améliorant les perspectives d'emploi des femmes, le développement personnel et l'autonomie;
- aide à prévenir la perpétuation des inégalités sociales et de la pauvreté intergénérationnelle, renforce la sécurité économique et sociale des familles et réduit leur vulnérabilité aux risques;
- encourage un fonctionnement harmonieux et efficace du marché de l'emploi grâce à des investissements croissants dans l'éducation des femmes et à une main-d'œuvre diversifiée;
- permet de donner un meilleur départ aux enfants défavorisés, en améliorant leur bien-être physique, leurs aptitudes cognitives et leur développement social et émotionnel;
- contribuent à créer des emplois dans le secteur des services, afin de remplacer une partie du travail domestique non rémunéré;
- augmente les recettes

fiscales étant donné que des taux plus élevés de participation et de revenus des parents accroissent la production nationale;

- réduit les dépenses publiques en assistance sociale et, à long terme, en rattrapage scolaire et en criminalité.

Source: Hein C. & Cassirer N., 2009, Les solutions de garde d'enfants sur le lieu de travail, BIT, Genève.

● Des bénéfices considérables en termes d'autonomisation des femmes et contribueraient à les sortir de l'informalité

En dépit des avantages potentiels mentionnés ci-dessus, des services d'assistance sociale abordables dispensés par l'État font souvent défaut dans la plupart des pays en développement. Lorsqu'ils existent, ils ne prennent souvent pas en compte les besoins spécifiques de certaines catégories de travailleurs informels, par exemple en termes de proximité des lieux de travail ou de protection contre des durées de travail longues ou inhabituelles. Selon les estimations, près de la moitié de tous les pays n'ont pas de programme formel pour les enfants en dessous de 3 ans¹. Ce sont les femmes vivant dans la pauvreté avec de jeunes enfants, en particulier dans les foyers ayant une femme comme chef de famille, qui subissent les plus lourdes conséquences du manque de soutien vis-à-vis des charges familiales.

■ La dimension hommes-femmes des responsabilités d'assistance.

Alors que la garde des membres de la famille à charge concerne, en fait, aussi bien les hommes que les femmes, ce sont ces dernières qui assument la plus grande part de travail d'assistance non rémunéré et, par conséquent, qui ont une capacité beaucoup plus limitée que les hommes à gagner de l'argent. A peu d'exceptions près, les preuves empiriques du monde entier montrent que la participation accrue des femmes au marché de l'emploi n'a pas été accompagnée par un changement radical du rôle traditionnel de l'homme à la maison et des responsabilités d'assistance. A côté des politiques visant à accroître l'égalité de l'accès des femmes au travail décent et aux services de garde, des campagnes de sensibilisation et d'autres politiques encourageant une participation des hommes aux tâches familiales pourraient avoir une incidence positive à la fois en termes économiques et sociaux.

Dans presque tous les pays, les femmes ont tendance à faire de plus longues journées que les hommes et à accomplir une part disproportionnée des tâches ménagères et familiales. Cette tendance est exacerbée par les mutations démographiques et sociales, et notamment par l'augmentation du nombre de foyers ayant une femme pour chef de famille, par la rupture des réseaux familiaux en raison de l'urbanisation et de la migration, et par l'augmentation des besoins en assistance en raison du vieillissement de la population et de la propagation du VIH et du SIDA dans de nombreux pays en développement. Les responsabilités familiales empêchent souvent les femmes de s'engager dans un travail régulier rémunéré et les fillettes d'aller à l'école. Les tâches non rémunérées, y compris l'assistance aux tiers, est par conséquent souvent un facteur important qui pousse les femmes dans un emploi irrégulier, informel, précaire, non protégé et mal rémunéré (voir également la note sur l'égalité entre hommes et femmes). La corrélation entre la présence de jeunes enfants et la participation des femmes au travail est aujourd'hui largement reconnue, à la fois dans les pays en développement et dans les pays développés, alors qu'elle n'affecte pas négativement la main-d'œuvre masculine. L'absence d'options pour la garde des enfants a, par exemple, été citée comme l'obstacle principal à l'accomplissement d'un travail formel par 40 pour cent de mères travaillant de manière informelle dans les bidonvilles de Guatemala City². Comme nous l'avons déjà évoqué, lorsqu'elles n'empêchent pas les femmes d'exercer une activité rémunérée, les responsabilités familiales déterminent normalement encore, et de fait limitent, le type, le lieu et les arrangements de travail relatifs à l'emploi des femmes.³ Des enquêtes sur l'utilisation du temps montrent que ces tâches accroissent les heures de travail des femmes aux dépens d'autres activités, telles que les loisirs et le repos. Elles confinent également les femmes dans

1 Selon le rapport de l'UNESCO de 2009 «Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2009», le taux de scolarisation en pré-primaire en 2006 était de 41 pour cent. <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001776/177683e.pdf>

2 International Food Policy Research Institute 2003, "Guatemala City: A focus on working women and childcare", dans IFPRI City Profiles, disponible sous <http://www.ifpri.org/themes/mp14/profiles/guatemalacity.pdf>.

3 Cassirer, N et Addati, L., 2007, Accroître les opportunités de travail des femmes : Les travailleurs de l'économie informelle et les services de garde des enfants, BIT, Genève.

des activités moins productives, moins dynamiques, à dominante féminine et souvent liées aux soins des autres, telles que les tâches domestiques.

En l'absence de soutien extérieur, les familles font face aux besoins en assistance en laissant leurs personnes à charge sans surveillance, en ayant recours à l'aide, rémunérée ou pas, de tiers ou en les prenant sur le lieu de travail. Comme nous l'avons évoqué, toutes ces stratégies d'adaptation ont d'importants revers pour les individus et les sociétés.

■ **Stratégies d'assistance informelles.** L'absence de solutions de garde abordables pour les membres de la famille à charge pousse non seulement les femmes dans le travail informel mais entraîne souvent d'importantes conséquences sur la perpétuation de la pauvreté entre les générations. Lorsque des services de garde d'enfants hors de la maison, fiables et peu onéreux, ne sont pas disponibles ou sont trop chers, les familles pauvres ont souvent recours à des «mamans de remplacement» en la personne des grandes sœurs ou des femmes âgées. Dans d'autres cas, elles ont recours aux services rémunérés d'autres femmes, employées dans le cadre d'arrangements informels, et souvent avec des conditions de travail encore plus précaires. Cette dynamique de substitution est souvent indissociable des questions d'âge, d'ethnicité, de nationalité ou de classe sociale, avec des employés domestiques cumulant souvent plusieurs motifs de discrimination. (Voir également la note sur les travailleurs domestiques). Ce phénomène lié au genre, faisant partie intégrante de «l'économie domestique»⁴, a des conséquences économiques et sociales intergénérationnelles patentes, attendu qu'il transfère les coûts des soins d'une femme à une autre qui, de ce fait, voit ses perspectives d'éducation et/ou d'emploi compromises à long terme. En outre, il a également des répercussions sur l'éducation des filles, puisque les responsabilités familiales ont des incidences majeures sur le taux de scolarisation des filles dans les pays en développement.

Des arrangements de soins informels peuvent également se révéler inadéquats à la fois pour la personne qui reçoit les soins et pour celle qui les dispense, car ils peuvent être inadaptés et peu sûrs. Par exemple, les soins sont souvent délégués aux femmes âgées (comme les grands-mères) ou aux très jeunes filles qui peuvent être psychologiquement et physiquement inaptes à assumer cette charge et à répondre de manière appropriée aux besoins des enfants ou des membres de la famille handicapés ou malades. Dans certains cas, les besoins en soins issus de l'absence des mères, par exemple pour des motifs de migration de main-d'œuvre, contribuent à changer les rôles et les responsabilités entre femmes et hommes au sein des foyers. Les hommes font alors face à des tâches qui leur sont inhabituelles et souvent inacceptables d'un point de vue social. Ils ne sont souvent pas préparés à assumer un rôle d'éducateur et, lorsqu'ils sont prêts à le faire, ils doivent affronter la pression sociale et la désapprobation de leurs pairs, de leurs employeurs et de leur société traditionnelle.⁵ Les études menées dans plusieurs pays d'Amérique latine, par exemple, montrent que les hommes ont tendance à se considérer plutôt comme des soutiens de famille que comme des prestataires d'assistance, et ils croient que ce rôle de «fournisseur» les exempte de la plupart des tâches domestiques ou d'assistance. Même lorsque des solutions favorables à la famille existent, comme le congé

● La dynamique de substitution entraîne souvent un abandon de l'école par les filles qui doivent s'occuper des personnes à charge ou l'emploi de travailleurs domestiques mal rémunérés dans des conditions précaires

● Dans de nombreuses communautés pauvres, les hommes se heurtent parfois à la désapprobation de leurs pairs, de leurs employeurs et des cultures traditionnelles lorsqu'ils assument des tâches d'assistance de personnes à charge

4 Pour une analyse du concept d'"économie domestique" et ses implications notamment en termes d'égalité entre hommes et femmes, d'emploi et de développement économique, voir: Shahra Razavi, 2007, «The Political and Social Economy of Care in a Development Context Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options», Gender and Development Programme Paper Number 3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, juin, 2007. [http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/462fc27bd1fce00880256b4a0060d2af/2dbe6a93350a7783c12573240036d5a0/\\$FILE/Razavi-paper.pdf](http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/462fc27bd1fce00880256b4a0060d2af/2dbe6a93350a7783c12573240036d5a0/$FILE/Razavi-paper.pdf)

5 Dans une étude de prestataires de soins pour les personnes touchées par le SIDA en Afrique du Sud, deux prestataires masculins ont raconté que les hommes de la communauté les considéraient comme "déviant" parce qu'ils exerçaient des tâches non masculines, et qu'ils étaient parfois victimes de moqueries. Cas rapportés dans Emily Esplen, 2009, GENDER and CARE Overview Report BRIDGE, février 2009.

● Prendre les enfants au travail peut être la porte ouverte au travail des enfants

de paternité ou parental, les expériences sur le terrain montrent que les hommes sont souvent ouvertement ou indirectement dissuadés d'en faire usage par leurs employeurs et par leurs pairs.⁶ Cette division des rôles et des responsabilités au sein et à l'extérieur des foyers est souvent assumée par les femmes qui, dans de nombreux cas, montrent une certaine réticence à l'implication des hommes dans les travaux domestiques et de soins⁷. Les politiques visant à soutenir une plus grande implication des hommes dans les activités de soins ainsi que les campagnes de sensibilisation en faveur des changements sociaux et culturels sont également d'importants instruments complémentaires pour garantir un meilleur travail et un meilleur équilibre pour les hommes et les femmes.

■ **Prendre les enfants au travail.** De nombreuses mères actives n'ont pas d'autre choix que de prendre leurs enfants sur leur lieu de travail. En Inde on estime que 7 ou 8 millions d'enfants accompagnent leurs parents (la plupart du temps leur mère) sur des chantiers de construction⁸. En Indonésie, 40 pour cent des femmes qui travaillent s'occupent de leurs enfants en travaillant.⁹ Cette pratique entraîne d'importantes répercussions négatives dans plusieurs domaines. Tout d'abord, elle contribue à l'informalité, et notamment au travail à domicile et irrégulier, étant donné qu'elle limite largement les choix des mères et leur ôte le temps qu'elles pourraient consacrer à un travail rémunéré. Avoir des enfants au travail réduit le temps et les investissements que les femmes peuvent consacrer à des activités importantes, telles que la formation, le développement du marché, l'enregistrement et l'expansion. Compte tenu des mauvaises conditions de travail dans lesquelles la plupart des travailleurs informels sont engagés, cette pratique entraîne également un risque d'exposition des enfants à des environnements dangereux, nocifs ou peu sûrs et elle accroît les risques de travail des enfants.¹⁰

Fournir des services de soins abordables est souvent considéré comme un exercice cher et non prioritaire pour les maigres budgets de nombreux pays en développement. Certains responsables politiques pensent que cela relève de la responsabilité privée des femmes et de leur réseau familial. Il a pourtant été prouvé que l'introduction de mesures progressives et innovantes pour soutenir les responsabilités d'assistance, non seulement peut présenter des avantages à long terme en matière d'égalité entre hommes et femmes et de développement économique, mais est souvent peu exigeant en ressources financières et humaines.

6 OIT-PNUD, 2009, Work and Family: Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility, BIT/PNUD, Santiago, Chili. http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_111375/lang--en/index.htm

7 Patrick Welsh, 2001, Los Hombres no son de Marte: Desaprendiendo el machismo en Nicaragua, IIR Briefing, Managua, Nicaragua.

8 BIT, 2009, Managing Diversity in the workplace: module de formation sur le travail et la famille, ACT/EMP et TRAVAIL, BIT, Genève.

9 Cassirer, N. et Addati, L., 2007, op.cit.

10 Ibid.



Famille de travailleurs agricoles, Vietnam.

- Modes de scolarisation flexibles
- Ciblage de groupes spécifiques de l'économie informelle
- Partenariats multiples
- Services pré-scolaires mobiles
- Services complémentaires
- Collaboration des partenaires sociaux
- Promotion du travail décent pour les travailleurs des soins
- Réduction de la vulnérabilité des familles vis-à-vis des coûts de la garde par la protection sociale
- Perspectives de revenus pour les femmes
- Encouragement d'un changement culturel et comportemental quant aux rôles des femmes et des hommes

Les stratégies visant à aider les familles à faire face à leurs besoins de base en matière de garde, et, partant, permettant aux femmes d'avoir un meilleur accès à des emplois décents et productifs, se concentrent souvent sur les objectifs politiques généraux suivants: rendre les responsabilités familiales davantage compatibles avec le travail et les lieux de travail plus compatibles avec les responsabilités familiales. Afin d'atteindre ces objectifs d'ordre général, une large gamme d'initiatives complémentaires peuvent être mises en œuvre par différents acteurs afin:

- d'améliorer et d'accroître le nombre, la qualité des services pour les membres de la famille à charge et d'en diminuer le coût;
- de réduire la vulnérabilité des familles vis-à-vis des coûts économiques et sociaux associés à la garde des personnes dépendantes;
- de promouvoir et d'encourager les changements culturels et comportementaux vis-à-vis des rôles et des responsabilités des femmes et des hommes au sein et à l'extérieur du foyer en créant un environnement propice à un partage plus équitable des activités de soins entre les sexes.

● Allonger les heures d'école peut être une manière simple d'aider les parents qui travaillent dans l'économie informelle

■ **Modes de scolarisation flexibles.** Les travailleurs et les entrepreneurs informels ne peuvent souvent pas s'offrir ou ne connaissant parfois pas l'existence des services et des structures de garde. Le peu d'infrastructures existantes ne répondent souvent pas aux besoins spécifiques (par exemple, elles sont peut-être trop chères, éloignées ou ne couvrent pas la totalité de la longue journée de travail des travailleurs informels) et/ou elles ne fournissent pas des services de qualité. Elles manquent parfois de personnel ou ont un personnel travaillant dans de mauvaises conditions, mal formé ou non qualifié pour s'occuper de jeunes enfants ou de personnes malades, handicapées ou âgées.

La réorganisation des horaires d'école existants afin de répondre aux besoins de catégories spécifiques de travailleurs constitue, par exemple, une mesure relativement simple - qui n'en demeure pas moins efficace et souvent abordable - permettant la pleine participation des parents à des emplois rémunérés et productifs. Plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont lancé des programmes d'allongement des journées d'école. Au Chili, par exemple, en 2006, il y avait 7 000 écoles à horaires étendus. Un autre programme «Segunda Casa» a été introduit avec un certain succès au Costa Rica. Néanmoins, ces deux exemples font face à des difficultés en termes

de pérennité¹¹. Dans les deux cas, le soutien des infrastructures existantes a procuré un énorme avantage.¹² Des arrangements flexibles concernant, par exemple, la consultation parents-professeurs peuvent également permettre à des travailleurs informels de garder un contact plus régulier avec des écoles, en minimisant l'impact sur le temps passé à des activités productives et en augmentant l'aptitude des parents à participer aux services de garde. De la même manière, la réunion de services pré-scolaires avec des écoles existantes peut avoir des effets positifs en permettant aux frères et sœurs de mettre les plus jeunes enfants dans les centres d'accueil sans manquer eux-mêmes l'école. Au Kenya, les écoles primaires comprennent une unité consacrée à l'enseignement pré-scolaire que l'on appelle «Baby classes», pour les enfants à partir de 3 ans. Cet arrangement a été rendu possible par une approche de partenariat multiple dans laquelle des associations de parents, des organisations religieuses et sociales, des entreprises privées et des individus coopèrent avec les autorités locales pour la création, le financement et la gestion de ces unités. Ces partenaires ont également joué en rôle majeur dans la formation des enseignants du pré-scolaire¹³.

Au Kenya, le rapprochement des établissements scolaires et pré-scolaires a contribué à éviter que les frères et sœurs ne doivent s'occuper des plus jeunes enfants.

■ **Ciblage de groupes spécifiques de l'économie informelle.** Les populations mobiles au sein de l'économie informelle, y compris les migrants et les travailleurs agricoles saisonniers, ont des contraintes spécifiques. Au Mexique, le *Programa de Educación Preescolar y Primaria para Niños y Niñas de Familias Jornaleras Agrícolas Migrantes*, PRONIM, a été lancé en 1997 afin de garantir aux enfants l'accès à l'enseignement et à la scolarisation malgré leur mobilité et les conditions de vie difficiles de leurs familles. Le programme cible les garçons et les filles âgés de 3 à 14 ans. Il encourage une éducation interculturelle et sensible à l'égalité entre hommes et femmes pour les enfants de parents indigènes, métisses, migrants et travailleurs agricoles à la journée. Les écoles publiques doivent accueillir ces écoliers itinérants et s'assurer que leur études ne soient pas interrompues.¹⁴

Les enfants de travailleurs migrants et saisonniers ont été ciblés par des programmes de scolarisation spéciaux au Mexique.

■ **Partenariats multiples.** Le BIT a compilé plusieurs initiatives innovantes conçues par des gouvernements, des employeurs et des travailleurs pour rendre les services de garde d'enfants accessibles aux groupes de travailleurs vulnérables de l'économie informelle. La plupart de ces initiatives fournissent - en plus de l'enseignement - des repas et des services sanitaires, et, par conséquent, contribuent de façon marquante à réduire l'insécurité économique et sociale des familles. La participation et la consultation des parents dans la conception des services d'assistance aux enfants sont considérées comme indispensables pour le succès de ces derniers. Les services dédiés aux groupes vulnérables doivent prendre en compte la capacité contributive souvent très limitée de leurs bénéficiaires. Aucun des cas analysés par le BIT ne reposait entièrement sur la contribution des parents. Malgré la demande croissante pour ces services, leur pérennité économique à moyen et à long terme demeure souvent un défi. Alors que le soutien de donateurs externes est souvent infiniment précieux (bien que rarement durable) pour subventionner ces services, les partenariats multiples semblent être aptes à fournir des solutions viables aux problèmes de pérennité. Les centres chiliens d'accueil pour les enfants des travailleurs agricoles saisonniers (CAHMT) sont un bon exemple de ces programmes de partenariat dans lesquels le gouvernement national procure le financement, la coordination et les normes, les autorités locales allouent l'espace, les fondations professionnelles nationales et les associations fournissent les

● Les services en faveur des groupes vulnérables de l'économie informelle doivent prendre en compte les capacités financières limitées de ces derniers. Le partenariat multiple semble fournir des solutions viables aux problèmes de pérennité.

11 Pour plus d'informations sur la décision de rapprocher la plupart des écoles dans le cadre du programme, voir l'article http://www.nacion.com/In_ee/2009/marzo/02/pais1891090.html

12 OIT-PNUD, 2009, Work and Family: Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility, BIT/PNUD, Santiago, Chili. http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_111375/lang--en/index.htm

13 ACT/EMP et TRAVAIL, 2009, op.cit.

14 OIT-PNUD, 2009, Chili, op cit.

services d'alimentation, d'enseignement, de santé ainsi que le matériel et d'autres acteurs octroient des fonds et des ressources supplémentaires¹⁵.

Le Pérou a institutionnalisé des centres d'accueil pour les enfants vivant dans une pauvreté extrême.

Au Pérou, le programme «Wawa Wasi (centres d'accueil pour enfants), lancé en 1993 avec le soutien de donateurs extérieurs (UNICEF, BID, UE et PAM) a été introduit par le gouvernement et a permis de créer près de 20 000 centres d'accueil bon marché, à domicile ou en collectivité pour des enfants en dessous de 3 ans vivant en situation d'extrême pauvreté. En plus de permettre aux familles à faibles revenus d'accéder à des services d'accueil de qualité, l'avantage majeur de ce programme est la création locale d'emplois pour les femmes¹⁶. En Colombie, des initiatives communautaires organisées à l'origine par des femmes pour s'occuper des enfants de voisins, ont été institutionnalisées par le gouvernement sous la forme de programmes d'accueil aux enfants dirigés par l'institut du bien-être familial (*Instituto Colombiano de Bienestar Familiar, ICBF*).¹⁷

A San Salvador, des infrastructures d'accueil pour les enfants ont été mises en place près des marchés informels pour aider les marchands ambulants.

Des partenariats communautaires et des programmes collaboratifs en partenariat avec des entreprises formelles, des syndicats et des ONG ont également produit quelques stratégies innovantes pour soutenir les soins aux personnes à charge. Par exemple, une initiative en faveur de l'accueil des enfants de la Mairie de San Salvador a été mise en place pour les vendeurs ambulants et sur les marchés. Un réseau d'installations d'accueil pour les enfants à proximité des marchés a été créé - la proximité géographique étant un aspect important pour le succès du programme. La municipalité paie les salaires du personnel et les coûts de fonctionnement quotidiens sont, en partie, couverts par les droits d'inscription des parents.¹⁸

Des services pré-scolaires mobiles ont été mis en place en Inde pour soutenir les travailleurs de l'économie informelle sur les sites de construction.

■ **Services pré-scolaires mobiles.** En Inde, la création de services pré-scolaires mobiles et la promotion de coopératives pour les services sociaux et de puériculture, notamment des coopératives familiales, à même de répondre aux besoins des parents qui travaillent dans l'économie informelle, constitue une innovation intéressante. L'organisation bénévole «Mobile Crèches» exploite des centres d'accueil pour les enfants des travailleurs sur des sites de construction et dans les bidonvilles de Delhi, de Gurgaon, de Noida, de Ghaziabad et de Faridabad. L'accueil de jour comprend des repas supplémentaires, des soins sanitaires et un programme d'apprentissage en fonction de l'âge, suivi par les inscriptions à l'école et soutien. Mobile Crèches ouvre des centres d'accueil de jour sur des sites de construction, en accord avec l'employeur. Le constructeur fournit ensuite l'hébergement, l'électricité et l'eau et la crèche existe pendant la durée du chantier. Le financement provient des sous-traitants du bâtiment, de subventions locales, de donateurs étrangers et de collectes de fonds¹⁹.

Le Programme Hogares Comunitarios, créé à Guatemala City en 1991, visait à soulager la pauvreté en fournissant aux parents qui travaillaient des services de garde d'enfants à bas prix au sein de leur communauté. Chaque centre d'accueil de jour a été créé par un groupe de familles qui a choisi une femme d'origine locale pour s'occuper de dix enfants maximum à son domicile. Outre les subventions aux services d'accueil, le gouvernement fournissait la nourriture aux enfants. L'évaluation du programme a mis en évidence que les mères bénéficiaires avaient plus de chances d'avoir un emploi salarié - et peut-être plus stable - que celles qui avaient recours à d'autres arrangements pour la garde de leurs enfants, ce qui se traduisait souvent par des salaires plus élevés. Les prestataires des soins eux-mêmes bénéficiaient également du programme; il s'agissait de mères plus âgées et moins édu-

15 Cassirer et Addati, 2007, op. cit.

16 ACT/EMP et TRAVAIL, 2009, op.cit.

17 OIT-PNUD, 2009, Work and Family: *Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility*, op.cit.

18 ACT/EMP et TRAVAIL, op.cit.

19 Organisation Mobile Crèches <http://www.mobilecreches.org>

quées qui avaient sans doute moins de possibilités de travailler en dehors de la maison. Par ailleurs, l'évaluation a relevé l'impact positif important du programme sur les régimes alimentaires des enfants participants²⁰.

■ **Services complémentaires.** Les approches innovantes en faveur de l'équilibre travail/famille comprennent souvent une association d'éléments et de services différents et complémentaires à la fois. Le Programme national de garantie de l'emploi rural lancé par le gouvernement indien prévoit la mise à disposition de crèches sur place, entre autres infrastructures sur le lieu de travail, telles qu'une aide médicale, de l'eau potable et un endroit ombragé²¹. Il s'agissait d'une condition essentielle pour permettre à davantage de femmes à participer au programme et d'une innovation importante, étant donné que de nombreux plans de garantie de l'emploi tendent à favoriser la participation des hommes pour diverses raisons.

De la rhétorique à la réalité: promotion de la participation des femmes et d'une budgétisation tenant compte des sexospécificités

Il s'agit d'un programme conjoint de l'ONU mené au Nicaragua avec le soutien du Fonds espagnol pour la réalisation des OMD.

En tant que partie intégrante de son objectif stratégique global de promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans le pays, le projet propose des structures d'accueil pour les enfants des travailleurs informels, tels que les travailleurs agricoles saisonniers engagés dans la récolte du café. Ces initiatives suivent une approche de partenariats multiples par le biais du soutien des autorités locales et nationales, ainsi que des organisations d'employeurs et de travailleurs.

Source: <http://www.mdgfund.org/fr/program/>

■ **Collaboration des partenaires sociaux.** Les organisations d'employeurs et de travailleurs encouragent également la mise en place de politiques innovantes pour faciliter l'équilibre entre responsabilités familiales et professionnelles. Ces initiatives sont fondées sur la reconnaissance de l'importance de politiques favorables à la famille afin d'attirer les femmes sur le marché du travail et, par conséquent, d'utiliser le capital humain de manière plus efficace. L'Organisation internationale des employeurs (OIE) traite cette question dans le cadre de la gestion de la diversité. Soulignant les avantages de la création de postes de travail favorables à la famille, le Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) du BIT et le Programme des conditions de travail et d'emploi (TRAVAIL) ont récemment publié un module de formation sur le travail et la famille. Le Bureau des activités pour les travailleurs (ACTRAV) du BIT a également élaboré un manuel pour encourager les syndicats à intégrer des politiques favorables à la famille dans les négociations collectives.

■ **Promotion du travail décent pour les travailleurs des soins.** Améliorer de façon significative les conditions de travail des travailleurs des soins, y compris des travailleurs domestiques, est un élément essentiel pour créer des possibilités de travail décent dans ce secteur et aidera inmanquablement à améliorer la qualité des services fournis. Afin d'améliorer leurs conditions de travail et d'existence, il est important d'identifier les besoins en éducation et en formation des travailleurs informels de tous les âges dans l'économie domestique informelle. Les travailleurs domestiques jouent un rôle

● Les initiatives pour l'accueil des enfants, intégrant des repas et des services sanitaires, contribuent de façon marquante à réduire l'insécurité économique et sociale des familles

● Améliorer de façon significative les conditions de travail des travailleurs des soins, y compris des travailleurs domestiques, est un élément essentiel pour créer des possibilités de travail décent dans ce secteur et aidera inmanquablement à améliorer la qualité des services fournis

20 IFPRI, 2001, City profile, op.cit.

21 Government Of India, 2008, The National Rural Employment Guarantee Act 2005 (NREGA), Operational Guidelines, Ministry Of Rural Development Department Of Rural Development, New Delhi. http://nrega.nic.in/Nrega_guidelinesEng.pdf

indispensable dans la prestation de services d'assistance et sont pourtant exposés à de très mauvaises conditions de travail et d'existence. Le BIT a récemment adopté des normes internationales pour soutenir le travail décent en faveur des travailleurs domestiques, tout en attirant l'attention sur l'énorme contribution économique et sociale que le travail domestique fournit au développement et à la croissance (voir la note sur les Travailleurs domestiques). De la même manière, le BIT explore les questions liées à la pénurie de travailleurs dans les domaines de l'assistance et de la santé dans les pays en développement, en raison de la migration internationale et urbaine-rurale, et soutient les initiatives en faveur de politiques de migration ciblées et les partenariats internationaux.

● Les politiques visant à réduire les coûts et les risques liés à l'assistance aux personnes à charge vont des transferts conditionnels ou inconditionnels d'espèces, à des investissements dans des services de base et des infrastructures sociales

■ **Réduire la vulnérabilité des familles vis-à-vis des coûts de la garde par la protection sociale.** Les acteurs de l'économie informelle rencontrent non seulement des difficultés pour accéder à des services d'assistance disponibles et abordables mais ils sont souvent les plus exposés aux risques économiques et sociaux associés à la garde des personnes à charge. Les dépenses supplémentaires pour les enfants ou les autres membres de la famille à charge, y compris les personnes malades (notamment celles touchées par le VIH et le SIDA) ou les personnes âgées ont souvent des effets catastrophiques sur la sécurité des foyers démunis. Les familles pauvres ont des capacités limitées à acheter des biens (tels que les produits transformés, les ustensiles de cuisine ou de ménage, les moyens de transports, etc.) ou des services (soins privés aux enfants, services sanitaires pour les malades ou les handicapés, aide à domicile) qui pourraient réduire le temps qu'elles passent à des tâches domestiques non rémunérées. Comme nous l'avons dit plus haut, elles n'ont souvent pas accès à l'assistance sociale et aux régimes contributifs de sécurité sociale. Les politiques visant à réduire les coûts et les risques liés à l'assistance des personnes à charge vont des transferts conditionnels ou inconditionnels d'espèces, à des investissements dans des services de base et des infrastructures sociales. Celles-ci comprennent des transports publics abordables vers et à partir des infrastructures d'accueil ou un approvisionnement en eau et en énergie dans les zones isolées. Ces initiatives permettraient de réduire considérablement le temps passé à des activités domestiques non rémunérées et, par conséquent, auraient des incidences positives sur le temps pouvant être dégagé pour des emplois rémunérés.

Certains pays d'Amérique latine expérimentent de nouvelles formes de protection sociale incluant des composantes en faveur de la petite enfance et des subventions pour l'accueil des enfants de parents travaillant dans l'économie informelle.

Certains pays d'Amérique latine, comme le Chili et le Mexique, expérimentent, par exemple, de nouvelles formes de protection sociale à travers des programmes intégrant des composantes en faveur de la petite enfance sous la forme de subventions afin de permettre, notamment, aux travailleurs informels d'accéder aux infrastructures de puériculture. Les centres d'accueil de jour servent également à procurer une aide nutritionnelle et sanitaire aux foyers vulnérables²². Au Chili, le système de protection intégrale de la petite enfance (*Sistema de Protección Integral a la Primera Infancia Chile Crece Contigo*), créé en 2006 et connu sous le nom de «Le Chili grandit avec toi», offre des prestations, telles que des allocations familiales prénatales, un accès préférentiel aux services de développement de l'enfance et des garderies pour tous les enfants en dessous de deux ans dont les mères travaillent ou sont en recherche d'emploi. Ce programme est particulièrement adapté aux travailleurs de l'économie informelle car il cible les 40% les plus vulnérables de la population. Le programme englobe notamment comme groupe cible les mères qui étudient, et en particulier les mères adolescentes, de manière à les maintenir dans le système scolaire. Environ 900 nouveaux centres ont été construits chaque année et, fin 2009, 3 500 garderies publiques gratuites accueillaient 70 000 bébés, soit une augmentation

22 UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, 2009. <http://unesdoc.unesco.org/images/0017/001776/177683e.pdf>

de 500% par rapport à l'offre du secteur public en 2005. Certains d'entre eux proposent des services à l'échelle du pays.²³

■ **Ouvrir des perspectives de revenus pour les femmes.** Tout programme ou projet visant à offrir davantage et de meilleures possibilités de percevoir un revenu pour les femmes dans l'économie informelle est susceptible d'avoir des effets sur la capacité des foyers à payer des services de garde (privés, institutionnels ou individuels) pour les membres de la famille à charge. Ces politiques couvrent une large gamme d'initiatives, des campagnes contre la discrimination pour les syndicats, les employeurs et les travailleurs informels afin de mieux les armer à identifier et à lutter contre la discrimination sur la base du sexe ou des responsabilités familiales, à l'extension de la sécurité sociale aux groupes exclus, tels que les travailleurs domestiques ou à domicile. Chacune de ces questions spécifiques a été traitée par des notes séparées dans ce Guide de ressources mais il est important de mentionner ici que toutes ces interventions politiques, lorsqu'elles sont bien conçues, peuvent influencer la manière dont les familles et les individus concilient les activités de garde et le travail.

■ **Encourager un changement culturel et comportemental quant aux rôles des femmes et des hommes.** Les mesures visant à changer les comportements sont essentielles pour permettre une répartition plus équitable des tâches ménagères. Alors que ces stratégies s'inscrivent sur le moyen et le long terme attendu que les changements d'attitude prennent du temps, elles peuvent sensiblement influencer sur la manière dont les travailleurs informels organisent leur vie privée et professionnelle. Elles englobent une large gamme d'initiatives en faveur de l'égalité entre les sexes, comme les programmes d'enseignement et de formation, les cursus scolaires ou les prestations et les congés parentaux. De telles mesures sont fondées sur la reconnaissance du déséquilibre des tâches et des responsabilités entre les hommes et les femmes dans les secteurs privés et publics et des conséquences qui en résultent à la fois en termes économiques et sociaux. Les initiatives en faveur de l'égalité entre hommes et femmes doivent reconnaître les rôles de chacun en matière d'accueil et offrir des solutions à la fois viables et ciblées, afin de parvenir à un meilleur équilibre entre travail et famille. Les politiques en faveur de la famille ne peuvent pas se concentrer uniquement sur les femmes car cela ne ferait que perpétuer la discrimination déjà existante en matière de travail. Lorsqu'ils conçoivent des politiques en faveur de la famille, les politiques doivent prendre en compte les différents impacts qu'elles peuvent avoir sur les hommes et les femmes. Les initiatives en matière d'éducation et de sensibilisation par l'enseignement formel et informel devraient s'employer à moderniser les attitudes traditionnelles, tout en reconnaissant les implications des changements sociaux à la fois pour les hommes et les femmes. Un exemple de programme d'éducation communautaire visant à discuter les coûts de la «masculinité traditionnelle» dans le programme brésilien H («Hombres»). Ce programme d'ONG a été mis en place en 1999 en collaboration avec de jeunes hommes issus des communautés à faibles revenus du Brésil et du Mexique. Avec l'aide d'un manuel de formation spécial et de matériel de sensibilisation, le programme met en cause l'hypothèse selon laquelle les hommes ne s'occupent pas de la garde et se concentre sur la manière dont les jeunes hommes eux-mêmes définissent les prestations d'assistance et la place qu'elles tiennent ou devraient tenir dans leur vie de tous les jours. Le programme a été récemment complété par le programme «M» («Mujeres») qui implique de jeunes femmes dans la conception de matériel de sensibilisation (y compris un feuilleton radiodiffusé) sur différentes questions d'égalité entre les sexes comme la parenté et le partage des tâches de garde²⁴.

● Promouvoir davantage et de meilleures possibilités de revenus pour les femmes des communautés à faibles revenus peut avoir une influence sur la capacité des foyers à payer la garde de leurs personnes à charge

23 OIT-PNUD, Work and Family: Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility. op.cit.

24 Emily Esplen, 2009, GENDER and CARE Overview Report BRIDGE, février 2009.



Femme travaillant dans un petit atelier de confection avec son bébé, Bolivie.

RESSOURCES

Cette section fournit une liste de ressources afin de permettre au lecteur d'approfondir la question. Elle comprend également les instruments internationaux, les conclusions de la Conférence internationale du Travail, les publications intéressantes et les outils de formation. Une bibliographie des références dans le texte est fournie à la suite. Certaines informations peuvent se recouper dans les deux listes.

Instruments de l'OIT et conclusions de la Conférence internationale du travail

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981
Recommandation (n° 123) sur l'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales, 1965
Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951
Recommandation (n° 90) sur l'égalité de rémunération, 1951
Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958
Recommandation (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

BIT, 2009, *Conclusions concernant l'égalité entre femmes et hommes au cœur du travail décent*, Conférence internationale du Travail, 98^e session, Genève.

Publications intéressantes

Cassirer, N. et Addati, L., 2007, *Accroître les opportunités de travail des femmes: Les travailleurs de l'économie informelle et les services de garde des enfants*, BIT Genève.

Esplen, E., 2009, *Gender and Care Overview Report* BRIDGE, février 2009.

Government Of India, 2008 *Loi nationale sur la garantie de l'emploi rural 2005 (NREGA). Operational Guidelines*, Ministry Of Rural Development Department Of Rural Development, New Delhi.

http://nrega.nic.in/Nrega_guidelinesEng.pdf

Hein, C. et Cassirer, N., 2010, *Workplace solutions for childcare*, BIT, Genève.

http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_110397/lang-en/index.htm

Hein, C., 2005, *Reconciling work and family responsibilities: practical ideas from global experience*, TRAVAIL, BIT, Genève.

BIT, 2010, Atteindre l'OMD 4 à travers la promotion du travail décent en Afrique.

http://www.ilo.org/travail/info/fs/lang-en/docName--WCMS_141550/index.htm

OIT-PNUD, 2009, *Work and Family: Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility*, Santiago, Chile.

http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_111375/lang-en/index.htm

Observatoire du BIT sur la crise mondiale de l'emploi.

<http://www.ilo.org/public/english/support/lib/financialcrisis/featurestories/story10.htm>

IFPRI, 2001, City Profiles, *Guatemala City A Focus on Working Women and Childcare*.

<http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC13263.pdf>

UNESCO, 2009, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2009*, Oxford University Press, Oxford.

<http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/reports/2009-governance/>

Outils pédagogiques

- BIT, 2009, *Module de formation sur le travail et la famille, Gérer la diversité et l'égalité dans le monde du travail*, ACT/EMP-TRAVAIL.
<http://www.ilo.org/public/french/dialogue/actemp/whatwedo/projects/diversity.htm>
- BIT, 2009, WISER Module 5 on Family-Friendly Policies, Action Manual and Trainers' Guide.
http://www.ilo.org/travail/whatwedo/instructionmaterials/lang--en/docName-WCMS_145380/index.htm
http://www.ilo.org/travail/whatwedo/instructionmaterials/lang--en/docName-WCMS_145387/index.htm
- Olney, S., Goodson, E., Maloba-Caines, 2002, *Gender Equality: a Guide to Collective bargaining*, Olney, Goodson, Maloba-Caines, ACTRAV/IFP-DIALOGUE, BIT, Genève.
<http://actrav.ilo.org/english/library/socdiag/v07000.htm>

Pour plus d'information, voir le site Internet du département des Conditions d'emploi et de travail <http://www.ilo.org/travail/lang--en/index.htm>

Références

- Cassirer, N. et Addati, L., 2007, *Accroître les opportunités de travail des femmes: Informal economy workers and the need for childcare*, BIT, Genève.
- Esplen, E., 2009, *Gender and Care Overview Report* BRIDGE, février 2009.
- Hein, C. et Cassirer, N., 2010, *Workplace solutions for childcare*, BIT, Genève.
- Hein, C., 2005, *Reconciling work and family responsibilities: practical ideas from global experience*, TRAVAIL, BIT, Genève.
- OIT-PNUD, 2009, *Work and Family: Towards new forms of reconciliation with social co-responsibility*, Santiago, Chile.
http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_111375/lang-en/index.htm
- Observatoire du BIT sur la crise mondiale de l'emploi.
<http://www.ilo.org/public/english/support/lib/financialcrisis/featurestories/story10.htm>
- IFPRI, 2001, City Profiles, *Guatemala City A Focus on Working Women and Childcare*.
<http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC13263.pdf>
- Government Of India, 2008, *Loi nationale sur la garantie de l'emploi rural 2005 (NREGA), Operational Guidelines*, Ministry of Rural Development Department Of Rural Development, New Delhi.
http://nrega.nic.in/Nrega_guidelinesEng.pdf
- Razavi, S., 2007, *The Political and Social Economy of Care in a Development Context Conceptual Issues, Research Questions and Policy Options*, Gender and Development Programme Paper Number 3, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, juin 2007.
- UNESCO, 2009, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous 2009*, Oxford University Press, Oxford.
<http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/efareport/reports/2009-governance/>

Table des matières:

Remerciements / Avant-propos / Préface / Comment utiliser ce guide / Acronymes

PARTIE I: Les concepts

1. Travail décent et économie informelle

1.1 Questions conceptuelles clés

2. Mesure de l'économie informelle

2.1 Relever les défis statistiques

PARTIE II: Politiques d'appui aux transitions vers la formalité

3. Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité

3.1 Modèles de croissance économique et économie informelle

4. Le cadre réglementaire et l'économie informelle

(A) Normes internationales du travail

4.a1 Cadre réglementaire et l'économie informelle: définir un socle social pour tous les travailleurs

4.a2 Normes internationales du travail: pour que la loi s'étende aux travailleurs non protégés

4.a3 Comprendre la relation de travail et son impact sur l'informalité

(B) Groupes spécifiques

4.b1 Travailleurs domestiques: stratégies pour surmonter les lacunes de la réglementation

4.b2 Travailleurs à domicile: réduire les vulnérabilités par l'extension et l'application de la loi

4.b3 Vendeurs ambulants: innovations en matière réglementaire

4.b4 Micro et petites entreprises (MPE), informalité et droit du travail: réduire les lacunes en matière de protection

4.b5 Stratégies pour transformer le travail non déclaré en travail réglementé

(C) Administration du travail

4.c1 Administration du travail: surmonter les défis pour atteindre l'économie informelle

4.c2 Inspection du travail et économie informelle: des innovations à portée de main

5. Organisation, représentation et dialogue

5.1 Dialogue social: promouvoir la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques en matière d'économie informelle

5.2 Le rôle des organisations d'employeurs et des associations de petites entreprises

5.3 Syndicats: atteindre les populations marginalisées et exclues

5.4 Coopératives: un tremplin pour sortir de l'informalité

6. Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination

6.1 Promouvoir l'autonomisation des femmes: sortir de l'informalité par la voie sexospécifique

6.2 Travailleurs migrants: cadres politiques pour une migration régulée et formelle

6.3 Handicap: des approches inclusives pour un travail productif

7. Entrepreneurat, renforcement des capacités et finance

7.1 Entreprises informelles: soutiens à la politique d'encouragement à la formalisation et à la mise à niveau

7.2 Amélioration des compétences et employabilité: faciliter l'accès à l'économie formelle

7.3 Microfinance: stratégies ciblées pour sortir de l'informalité

8. Extension de la protection sociale

8.1 Étendre la couverture de sécurité sociale à l'économie informelle

8.2 VIH/Sida: mettre fin à la discrimination et à l'exclusion économique

8.3 Étendre la protection de la maternité à l'économie informelle

8.4 **La garde des enfants: un soutien essentiel à l'amélioration des revenus**

9. Stratégies de développement local

9.1 Développement local: Mécanismes de soutien intégré pour sortir de l'informalité